



COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Ouenzé réclame le bilan de l'opération « Brazza 100 jours »

Les représentants des dix quartiers du cinquième arrondissement de Brazzaville appellent les autorités municipales à faire le point de l'opération « Brazza 100 jours », initiée en 2019 par la mairie, en vue d'aménager le réseau routier urbain dégradé.

Ces derniers ont exprimé cette préoccupation le 7 février, lors d'une descente des élus locaux.

Page 6

VIE DES PARTIS

Le PCT et les partis du centre renouvellent leur collaboration

Page 3



INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

12 milliards FCFA pour soutenir la réforme du marché de l'emploi

L'Agence française de développement, pôle emploi international et expertise France, vient d'accorder un investissement de 12 milliards de francs CFA en faveur de la réforme du marché de l'emploi congolais. Ces fonds sont destinés à soutenir l'Agence congolaise

pour l'emploi et le Fonds national d'appui à l'emploi et l'apprentissage, deux structures mises en place pour relever les défis qui subsistent en matière des ressources humaines, de l'offre de services aux entreprises et aux demandeurs d'emploi.

Page 5

CORONAVIRUS

La Chine démantèle le commerce des animaux sauvages

Selon l'Agence Chine Nouvelle citant Yang Hongcan, un responsable de l'administration d'État de contrôle du marché, cette décision a été prise en vertu des informations selon lesquelles le nouveau coronavirus aurait pour source des animaux sauvages.

« Du 21 janvier au 6 février, les agents chargés

du contrôle du marché chinois ont effectué environ 1,5 million de visites d'inspection dans les marchés à travers le pays, alors que plus de 3.700 marchés et opérateurs ont été fermés pour rectification », rapporte Xinhua, précisant que « plus de 16.000 sites d'élevage ont été bouclés, contrôlés et mis en quarantaine ».

CINÉMA

Kamba's Awards prime une dizaine d'artistes

La deuxième édition des Kamba's Awards a récompensé une dizaine d'artistes pour leur travail. Le film « Grave erreur 2 » a obtenu le premier prix. « Après le succès de Grave erreur 1, plusieurs personnes m'avaient sollicité pour réaliser une suite de ce film. Pour moi, tous ces prix sont une récompense du cinéma congolais », a déclaré Richi Mbebele, le réalisateur du film primé.

Le concept porte le nom de Sébastien Kamba, l'un des premiers cinéastes congolais après les indépendances. Il a réalisé plusieurs films. En séjour de travail à l'étranger, il n'a pas pris part à la deuxième édition des Kamba's Awards.

Page 16



Doria Lembe, révélation féminine aux Kamba's Awards 2020, face à la presse Adiac

ÉDITORIAL

Photo de presse

Page 2

ÉDITORIAL

Photo de presse

Elle est saisissante cette image du président Donald Trump exhibant, jeudi 6 février, avec fierté et soulagement, le numéro du célèbre quotidien américain The Washington Post qui barrait sa Une du jour avec ce titre : Trump acquitted. Oui, l'acquiescement du locataire de la Maison Blanche est l'épilogue d'un long feuilleton en destitution engagé contre lui par les élus démocrates sous la houlette de la robuste présidente de la chambre des représentants, Nancy Pelosi.

On connaît l'attachement de l'actuel président des Etats-Unis aux réseaux sociaux, et parallèlement son pessimisme dans la bonne foi des journaux et de ceux qui les animent. Pour cela, il a toujours choisi d'aller plus vite, de faire plus simple en twittant. Quand cela ne lui plaît pas de signer, entouré de ses collaborateurs, les décrets dans une ambiance de mise en scène spectaculaire, le président américain relève et nomme au moyen des tweets à tous les échelons de l'Etat.

En se montrant en public journal en main, Donald Trump signe-t-il la paix avec la presse de son pays ? Le fait-il parce que l'information sur son acquiescement a été traitée cette fois avec professionnalisme ? Avant d'accéder à la Maison Blanche en 2016, le candidat républicain ne ménageait pas ses critiques à l'égard des médias. Sa prise de fonction comme président des Etats-Unis n'a pas modifié en profondeur sa perception du travail de la presse. Il l'accuse régulièrement d'être un relai pour les Fake news.

A quelque chose malheur est bon, dit-on. L'épisode de l'impeachment dont il a salué le dénouement malgré la tache indélébile qu'il porte sur sa présidence, a peut-être servi de déclic à l'établissement d'une relation respectable entre les parties. En même temps, on peut tirer de ce qui précède l'enseignement que, finalement, la presse demeure toujours un média d'influence. On la dit en déclin depuis l'avènement d'internet, on voit bien qu'elle a encore le souffle nécessaire de se faire respecter. A condition pour elle de remplir son office avec application.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

L'UFD va tenir une assemblée générale à Djambala

Le comité de crise de l'Union des forces démocratiques (UFD), né au lendemain de la fusion de cette formation politique au Parti congolais du travail (PCT), a annoncé le 6 février à Brazzaville la tenue prochaine d'une assemblée générale à Djambala dans le département des Plateaux.



Des membres du comité de crise de l'UFD devant la presse

« L'objectif de cette rencontre sera de remobiliser, relancer les activités de ce parti. Il sera aussi question de regarder les organes démembrés et à cet effet, trois commissions ont déjà été mises en place. Ces assises trancheront sur toutes les tribulations que traverse le parti », a laissé entendre le président de ce comité Michel Ampiri.

Peu avant, César Ganao, membre de ce comité, s'est interrogé sur les raisons et les motivations qui ont prévalu à la dissolution et la fusion de l'UFD au PCT. Pour lui, les textes et les statuts n'ont pas été respectés. « Pour dissoudre un parti, il

faut passer par un congrès. Ce qui s'est fait, ne s'est pas fait avec la forme. Pour quelle raison, pour quelle cause l'avoir donc fait, ainsi gémissent, pleurent, crient dans le tréfonds de nos terroirs tous les militants explorés de l'UFD. Juridiquement, l'UFD n'est pas morte », a-t-il déclaré Et d'ajouter : « ... Pour tous les loyaux services rendus, cet homme, le grand Charles, comme aimait l'appeler notre ambassadeur émérite Henri Lopes, est fait grand-croix, la plus haute distinction que notre pays décerne à ses illustres enfants... ».

Interrogé sur ses ambitions pour ce parti, César Ganao a dit qu'il n'est rentré pas pour une guerre de titre au sein de l'UFD. S'agissant des accords entre le PCT et l'UFD signés le 14 février 2001 à Libreville au Gabon, il a souligné que ceux-ci demeurent en vigueur, car jamais dénoncés. « Nous ne réécrivons pas l'histoire, ni ne foulerons aux pieds le testament du patriarche. L'UFD, cet outil à nous légué par le patriarche est un parti qui doit continuer d'exister aux côtés d'autres forces politiques », a-t-il indiqué.

Jean Jacques Koubemba

DISPARITION

L'Assemblée nationale prépare les obsèques du député François Bakana

Décédé le 5 février au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B), le député de la deuxième circonscription électorale de Mindouli sera inhumé, sauf changement, dans cette sous-préfecture du département du Pool.

La chambre basse du Parlement a mis en place le 7 février, au cours d'une plénière spéciale, une coordination d'organisation afin de préparer les obsèques de François Bakana. Cette coordination, présidée par le deuxième secrétaire de l'Assemblée nationale, Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou, qui a, d'ailleurs, dirigé la plénière,

comprend des commissions et sous-commissions. Membre de la commission santé, affaires sociales, famille et genre de l'Assemblée nationale, François Bakana siégeait à l'hémicycle depuis la disparition de son titulaire, Emmanuel Beté-Siba, en octobre 2014. Député du Parti congolais du travail, il avait bénéficié,

comme les sept autres collègues, de la prolongation du mandat des élus du département du Pool en 2017, à la suite du conflit armé qui a paralysé cette partie du pays d'avril 2016 à décembre 2018. Ainsi, la disparition de François Bakana laisse un grand vide dans cette circonscription qui risquera de finir la quatorzième législature sans élu à la représentation nationale. Notons que le mandat des députés actuels prendra fin dans un peu plus de deux ans.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Eliot
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service), Jean Jacques Koubemba,
Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service),
Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service), Rosalie Bindika, Merveille
Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de
service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :
Immeuble Les Palmiers (à côté de la
Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani
Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Mildred Moukenga
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho,
Sylvie Adhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin
Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-
mbélé Ngono
Tél. : (+242) 06 895 06 64

+TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des
services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon
Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno
Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE
(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial
Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet
Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

Le PCT et les partis du centre renouvellent leur collaboration

Le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Moussa, a échangé le 6 février à Brazzaville, avec les responsables des partis politiques du centre. Les deux parties ont évoqué la nécessité de renouveler leur collaboration.



Les secrétaires permanents du PCT et les responsables des partis du centre. Photo Adiac

Conduite par le président du Mouvement général des chrétiens du Congo, Jean Michel Bokamba Yangouma, la délégation des partis du centre a félicité le secrétaire général du PCT pour son élection à la tête de cette formation politique.

Le secrétariat permanent du PCT et les responsables des partis politiques du centre ont discuté notamment des possibilités de créer un nouveau cadre de collaboration qui leur permettra de faire des propositions utiles pour la marche du pays.

« Le PCT a mis en place une nouvelle équipe dirigeante,

il était légitime pour le groupement des partis du centre, de venir féliciter le secrétaire général pour cette marque de confiance. Il s'agit aussi pour nous de projeter une nouvelle collaboration avec cette équipe, comme nous l'avons fait avec le secrétariat permanent sortant. Nous voulons donc actualiser cette collaboration », a indiqué Jean Michel Bokamba Yangouma.

A travers ce partenariat politique, le groupement des partis du centre veut devenir un espace de dialogue entre l'opposition et la majorité présidentielle, dans

le but d'apaiser les tensions politiques au sein du pays. « Nous sommes venus dire à l'équipe dirigeante du PCT, que nous sommes un espace de dialogue entre l'opposition et la majorité présidentielle. Etant au centre, nous sommes une force d'équilibre permettant au pays d'évoluer dans la tranquillité et dans la paix », a signifié Jean Michel Bokamba Yangouma, qui était accompagné du président de l'Union pour la reconstruction et le développement du Congo, Luc Daniel Adamo Matéta et d'autres responsables des partis du centre.

Firmin Oyé

POLITIQUE NATIONALE

Le PCT et le Pôle de consensus de Sibiti se soutiennent mutuellement

Le Parti congolais du travail (PCT) et le Pôle de consensus de Sibiti réitèrent leur engagement de marcher ensemble. Ils ont exprimé cette volonté le 7 février à Brazzaville, au cours d'un échange entre le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, et les responsables de ce groupement des partis et associations politiques de la majorité présidentielle.

La délégation du Pôle de consensus de Sibiti a été conduite par El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, président de l'association "l'Oeil du Peuple". Elle a salué l'élection de Pierre Moussa à la tête du secrétariat permanent du PCT, à l'issue du 5^e congrès ordinaire tenu en décembre dernier. Le secrétaire général du PCT et les membres du Pôle de consensus de Sibiti ont évoqué les questions d'intérêt commun et celles liées à la bonne marche du pays.

Les deux parties ont décidé de travailler, une fois de plus, la main dans la main en vue de redynamiser leur plateforme politique. Le but étant de se préparer à affronter les défis politiques à venir avec plus de sérénité.

« C'est un plaisir pour nous d'avoir rencontré le secrétaire général du PCT ainsi que tout le secrétariat permanent. L'occasion nous a permis d'échanger, en qualité de membres de la majorité présidentielle, sur notre vision politique commune, mais surtout sur les effets positifs que la population attend de notre gouvernance », a expliqué El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka.

En ce qui concerne l'élection présidentielle de 2021, le Pôle de consensus de Sibiti a marqué son adhésion à la candidature de Denis Sassou N'Guesso.

F.O.

LE FAIT DU JOUR

Christophe Bouramoué en 283 pages

Crayon en main, notant des belles pensées, je me suis attardé sur l'ouvrage de Christophe Bouramoué, paru chez l'Harmattan Congo-Brazzaville, l'année dernière. Un récit autobiographique au titre évocateur : Les Parcours d'un idéaliste. En 283 pages, l'homme se raconte, on va dire, sans langue de bois.

De sa petite enfance dans le village de sa naissance, Yonon, en pays Nzikous, l'une des innombrables tribus de la composante téké ; de ses fines balafres au visage, « caractéristique de la tribu du roi » ; de sa retenue quasi irréparable quand on lui parle des choses « spirituelles » ; de l'enthousiasme qu'il éprouve avec ses amis d'âge lorsqu'il est « embarqué à 7 ans à peine pour l'école », le brillant et timide petit garçon « avec une grosse tête » marqué par la phobie des fautes d'orthographe n'oublie rien. Christophe Bouramoué a connu la basse jalousie qui prend corps en milieu scolaire quand, en raison de vos notes de classe en hausse, les amis vous regardent à peine. Cela ne veut pas dire qu'il ne lui est pas arrivé de déchanter.

Comme cette anecdote qu'il rapporte en page 18. « Un jour, dit le maître au cours de l'exercice de calcul mental, un chasseur, muni de son fusil aperçoit juchés sur un arbre, admettons 27 pigeons. Il en tue 5 au premier coup de

fusil. Il nous demandait combien d'oiseaux restait-il sur l'arbre ? sûr de moi, j'avais écrit sur ma copie : « il en restait 22 ». Non, Christophe, s'exclama le maître. Tu ne crois tout de même pas que les autres pigeons allaient attendre de se faire massacrer les uns après les autres. Apeurés, les rescapés se sont envolés au premier coup de fusil et donc il restait 0 pigeon sur l'arbre ! ». Réalisant l'absurdité de ma réponse je me suis mis à sangloter, ce qui naturellement fit rire toute la classe. »

A-t-il multiplié ce genre d'absurdité toujours ? Non, sur toute la ligne, non, si on poursuit le restant de sa scolarité. Précoce, le petit Bouramoué est reçu à son Certificat d'études primaires élémentaires à Lekana en 1953, après avoir « sauté » les classes de CE2 et de CMI. A douze ans, il devra quitter les plaines et savanes arides des sommets des Plateaux « d'où partent tous les cours d'eau », pour le bassin hydrographique de la Cuvette, à Makoua. Il découvrirait la rivière Likouala qui baigne cette localité, y prendra son premier baptême de nage. Il écrit que la Likouala est la rivière de son enfance. Un téké venu des Plateaux revendiquant des attaches avec un ruisseau situé loin de chez lui, dans la Cuvette, chez les Makoua, voilà qui symbolise l'amour que Bouramoué voue à son Congo natal. Il rappelle que du Nord au Sud du Congo les peuples sont les mêmes et devraient

gagner à cultiver pour l'éternité le vivre ensemble.

Après Makoua, Christophe Bouramoué rejoint Brazzaville pour y poursuivre son parcours scolaire. Comme tout enfant du village, les lumières de la capitale lui apprennent qu'il vient de changer de milieu de vie. Plus tard, son bac en poche, le voilà à bord d'un régulier d'une compagnie aérienne française pour l'hexagone, chez les Blancs. Longue formation en médecine puis spécialité. Chemin faisant, il rencontre une âme sœur, une Française, Nicole, avec laquelle il se marie et fondera par la suite une grande famille. Il étudie en France sans jamais abandonner l'idée de regagner son pays lui rendre ce qu'il lui a donné. Cette conviction chevillée au corps dissuade le Pr Bouramoué d'accepter toutes les offres qui lui sont faites pour rester sur place ou encore monnayer son expertise dans un pays d'Afrique centrale où la proposition de sa prise en charge est alléchante : « J'avais un devoir de reconnaissance envers mon pays », se consolait-il.

Les parcours, il y en a eu en relation avec son intégration à la fonction publique, avec la mise sur pied de l'Institut supérieur des sciences de la santé ou encore du projet du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville ; sa nomination au gouvernement où il s'occupe successivement des portefeuilles

de la Santé et de la recherche Scientifique, maillée pour ce dernier poste de quelques soubresauts, et aussi comme recteur de l'Université Marien-Ngouabi.

Ce n'est pas ce qu'il pense mais Christophe Bouramoué a cru à la politique, assez fortement, en intégrant l'Association des étudiants congolais-AEC-, et plus tard, le Parti congolais du travail-PCT-. Et là, il a sa définition de ce que l'on appelait à l'époque les cadres « rouges et experts ». Pour lui, il n'y avait rien de péjoratif dans cette vision. Quand arrive la vague de démocratisation, le voilà au-devant de la scène pour engendrer, tour à tour, l'Union des Forces démocratiques-UFD-, puis le Rassemblement pour la démocratie et la République-RDR-. On peut dire qu'il n'y a vu que du feu.

C'est peut-être sur la foi de toutes ces expériences parées d'ombres et de lumières, que sans haïr la vie, le fils de Ntsouo et de Ndzoué tire cette conclusion : dans ses relations avec autrui, ne vivant jamais de calculs, il a souvent manqué de vigilance. Par conséquent- c'est l'expression qui revient le plus dans son récit- un idéaliste presque saint.

Attention : Les parcours d'un idéaliste comporte en addenda une mine d'or d'articles et informations scientifiques que les chercheurs peuvent consulter avec intérêt. C'est que Christophe Bouramoué, lui-même, a beaucoup œuvré dans ce domaine de la recherche en perpétuel renouvellement.

Gankama N'Siah

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET D'AVOCAT CONSEIL
POUR LE POLE D'ACTIVITE DE LA ZONE SUD-OUEST
(POINTE- NOIRE ET KOUILOU, NIARI, BOUENZA, LEKOUMOU) DE ECOBANK CONGO SA**

1. ECOBANK CONGO SA, Société Anonyme au capital de dix milliards (10.000.000.000) de FCFA ayant son siège social à Brazzaville, Immeuble de l'ARC, 3ème étage, B.P: 2485, immatriculée au RCCM de Brazzaville sous le N°CG-BZV-07-B-559, a prévu au titre de cette année, mettre un accent particulier sur la gestion des risques juridiques dans le cadre de ses activités de la zone sud-ouest (Pointe-Noire et Kouilou, Niari, Bouenza, Lekoumou).

Le périmètre d'intervention porte essentiellement sur la gestion externe du recouvrement de nos créances impayées ainsi la gestion des dossiers contentieux pendants ou à venir devant les tribunaux.

A cet effet, il a été décidé de solliciter l'appui d'un Cabinet d'avocat ayant une expérience avérée dans le domaine pour mener lesdites prestations.

2. Le cabinet qui sera retenu aura à effectuer les missions suivantes :

- Jouer le rôle de conseil sur toutes les questions juridiques et transversales ;
- Assister la banque dans les procédures de transaction ;
- Se constituer pour le compte de la banque chaque fois que cela est nécessaire et faire le suivi de tous les litiges pendants devant les tribunaux auxquels la banque est partie ;
- Effectuer toutes les diligences, mettre en œuvre tous les moyens de droit et de procédure pour assurer la défense des intérêts de la Banque avec les meilleures chances de succès, jusqu'à l'obtention d'une décision définitive dans l'instance à engager ;
- Informer la banque des faits et circonstances relatifs aux litiges et à l'évolution des procédures ;
- Communiquer les pièces, documents et correspondances nécessaires à l'information sur tous les dossiers contentieux ;
- Accomplir tout acte de procédure qu'il estimera justifier par l'intérêt de la banque auquel il soumettra les mémoires et actes préparés par lui dans la mesure où cela sera possible sous réserve de l'approbation la banque ;
- Assurer la coordination de toutes les prestations des huissiers dont il est seul garant. Le règlement du coût des actes et éventuellement des honoraires de résultat seront, après validation et paiement des factures par la Banque, acquittés par l'Avocat.
- Se faire substituer à l'audience par un Confrère de son choix en cas d'urgence ou de nécessité.

3. La durée de la mission est de douze (12) mois renouvelable par tacite reconduction (après une évaluation satisfaisante de la relation) à compter de la date de la signature du contrat de Collaboration.

4. Le dossier d'Avis à manifestation doit être constitué

des pièces suivantes :

- Une lettre à manifestation d'intérêt adressée à l'Administrateur Directeur Général de Ecobank Congo SA;
- Les informations pertinentes indiquant la capacité à exécuter les prestations demandées notamment, les références concernant l'exécution de missions similaires (liste des gros clients de votre portefeuille) ;
- La liste indicative de son personnel clé accompagnée de leur Curriculum vitae et CNI;
- Une offre financière complète ;
- Indiquer les moyens logistiques et matériels garantissant l'exécution sans faille des prestations ;
- Les copie des PV de prestation de serment des avocats titulaires et avocats stagiaires le cas échéant ;
- La copie de la police d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle ;
- Une description des délais d'intervention sur les dossiers ;
- Copie des diplômes certifiés conformes des avocats titulaires, les avocats stagiaires et les conseillers juridiques le cas échéant.

5. L'évaluation des propositions des cabinets se fera sur la base des critères ci-après :

- Avoir son cabinet dans le ressort de la Cour d'Appel de Pointe-Noire ;
- Avoir au minimum dix (10) années d'expérience comme avocat titulaire ;
- Avoir accompagné avec succès des entreprises et plus particulièrement des entreprises exerçant dans le domaine bancaire ou autre domaine similaire ;
- Disposer des outils informatiques et avoir une connexion internet à temps réel ;
- Être ouvert d'esprit et accessible à temps voulu, au cabinet ou au téléphone ;
- Avoir la capacité de travailler en équipe et sous pression.

6. Les manifestations d'intérêts doivent être soumises en français, en quatre (4) exemplaires dont un (01) original sous plis fermé, l'adresse ci-dessous :

Pointe-Noire: S/C
ECOBANK-CONGO
Secrétariat de l'Agence Atlantic
Hôtel Atlantic Palace

7. La date limite de dépôt des d'offres est fixée au 14 février 2020 à 15h00.

8. Pour toutes informations, prière adresser vos mails à pndzanga@ecobank.com ou hmayoulou@ecobank.com (Tél : 06 839 98 90).

La Direction Générale

MARCHÉ DE L'EMPLOI

La France investit 12 milliards FCFA en faveur de la réforme au Congo

Le service public de l'emploi est entré dans une nouvelle phase de réforme, après la création l'an dernier des deux structures étatiques. Au cours d'une rencontre, le 7 février, à Brazzaville, les partenaires de l'Agence française de développement, Pôle emploi international et expertise France ont réitéré leur engagement à soutenir le projet.

Les difficultés économiques que le pays traverse ont affecté sensiblement le marché de l'emploi et l'insertion socio-professionnelle des jeunes. C'est ainsi que depuis quelques mois, le gouvernement congolais et ses partenaires français ont lancé le chantier de la réforme du secteur, en lien avec la problématique de l'adéquation formation et emploi, ainsi que la participation active du secteur privé local.

Une mission de Pôle emploi international et expertise France a dévoilé vendredi dernier les résultats de l'étude liée à la réforme du service public de l'emploi au Congo. Présent lors de ces échanges, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Nicéphore Fylla Saint-Eudes, a salué des efforts majeurs censés réduire le chômage de masse et contribuer à la mise en œuvre du Plan national de développe-



Une vue des partenaires

ment 2018-2022.

Pour Florence Dumontier, la directrice des Affaires et Relations internationales de Pôle emploi, une étape importante a été franchie avec la création de l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et le Fonds national d'appui à l'emploi et l'apprentissage (Fonea), puis la nomination de leurs dirigeants. L'ACPE est déjà

installée dans une direction générale et prête à accueillir les bénéficiaires.

Malgré ces avancées, de nombreux défis subsistent en matière des ressources humaines, de l'offre de services aux entreprises et aux demandeurs d'emploi, du système d'information et de l'immobilier de l'ACPE. « C'est de permettre à l'ACPE d'avoir un impact fort

sur les demandeurs d'emploi et les entreprises ; de contribuer à un marché de l'emploi plus transparent et fluide, de produire des actions visibles pour les populations jeunes et les personnes vulnérables », a indiqué Florence Dumontier. La prochaine étape dans les prochains mois consiste à l'élaboration d'une offre de services à l'attention des

demandeurs d'emploi et des entreprises. Pour cela, l'ACPE est appelée à installer un socle de services pour ses bénéficiaires, à renforcer les capacités du personnel, à mettre la feuille de route prescrite par la tutelle et à poursuivre sa coopération avec les partenaires suscités. En effet, l'appui technique et financier est le point d'orgue de la réussite de ce projet de réforme du service public de l'emploi. L'ambassadeur de France au Congo, François Barateau, a ainsi martelé le soutien de son pays pour le succès de l'initiative, à travers l'AFD et les autres organismes. « Cette ambition repose sur la mise à disposition de financement important de plus de douze milliards FCFA et sur la mobilisation d'une expertise de haut niveau, mais aussi sur de solides relations de confiance entre nos deux pays », a souligné François Barateau.

Fiacre Kombo

SECTEUR PRIVÉ

Lancement sous peu d'une campagne nationale

Le gouvernement congolais veut subventionner les Petites et moyennes entreprises locales, à travers le Concours de plan d'affaires (CPA) et le Fonds d'appui au développement des PME. La sensibilisation des futurs bénéficiaires va débuter dès le 20 février prochain et des équipes seront déployées à Brazzaville et Pointe-Noire, ainsi qu'à l'intérieur du pays.

Une cérémonie marquant l'ouverture de sensibilisation sera organisée très prochainement à Brazzaville et la campagne partira du corridor Ouessou/Pointe-Noire, en passant par des villes comme Makoua, Owando, Oyo, Ngo, Nkayi, Dolisie.

Cette phase de préparation a été au centre d'une séance de travail, le 5 février dernier, entre la ministre des PME, de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany, le coordonnateur du Projet d'appui au développement des entreprises et de la compétitivité (Padec), Benoît Ngayou, et les membres d'une mission de supervision du groupe de la Banque mondiale, conduite par le spécialiste en développement du secteur privé pôle commerce et compétitivité, Mehdi Benyagoub.

En ce qui concerne le CPA, a confié Benoît Ngayou, les opérateurs chargés de la mise en œuvre ont déjà été recrutés ; une première mission a donc été réalisée autour de l'écosystème économique national. Quant au fonds, les activités seront lancées concomitamment au CPA. Dans cette optique, un opérateur a aussi été recruté permettant l'ouverture de la phase de recrutement des prestataires censés servir de relais sur le terrain.

« Ce volet d'activité implique plusieurs domaines et acteurs différents. D'où la nécessité de lancer un avis à manifestation d'intérêt pour avoir une liste des prestataires qui sont reconnus dans le domaine de la comptabilité, fourniture de biens et services. Cet avis de recrutement est ouvert aussi aux Congolais qu'aux entreprises étrangères. D'ici la fin de l'année, les résultats du projet seront visibles », a fait savoir Benoît Ngayou.

Enfin, lors de la séance de travail, la ministre des PME a insisté sur le transfert des compétences des opérateurs recrutés vers l'Agence de développement pour le PME (ADPME). Pour cela, l'organisation de la troisième phase du CPA sera entièrement confiée à l'équipe de l'ADPME, ce qui permettra d'évaluer ses performances.

F.K.

SANTÉ PUBLIQUE

Les inspecteurs prêts à se déployer pour le contrôle

Le 7 février, au Palais de justice de Brazzaville, ils ont prêté le serment déontologique qui leur permet de descendre sur le terrain pour s'en querir de l'application, par diverses structures, de la réglementation relative à la sécurité sanitaire des Congolais.



La ministre chargée de la Santé, les inspecteurs et les juges

Une vingtaine d'inspecteurs et contrôleurs de santé ont pris l'engagement de faire leur travail sur le terrain en toute objectivité de sorte que les décisions qu'ils prendront ne souffrent d'aucune contestation. « Les inspecteurs de santé sont capables de faire appel à tout organe de force pour appliquer une décision, faire des saisies, des oppositions à fonction, des animations de procédure... », a expliqué l'inspec-

teur général de la Santé, le Pr Richard Bilekot, qui a lui-même prêté serment à l'occasion. Il a, par ailleurs, souligné que l'Inspection générale a le pouvoir de prendre des mesures conservatoires de fermeture ou d'annulation d'une procédure lorsque l'on constate sur des faits avérés qu'il a mis en danger la santé des Congolais. Les inspecteurs effectueront donc les missions dans différentes structures de santé, entre autres les cabinets médi-

caux et officines, afin d'en apprécier le fonctionnement dans la conformité avec la réglementation en matière de santé. Ils exercent aussi un contrôle sur tout ce qui relève de la santé au travail. Le serment prêté suppose que ces derniers feront le travail tel que la loi le prévoit. Les contrôleurs et les contrôlés ont donc l'obligation de se conformer à la loi dans leurs différents champs d'action.

Rominique Makaya

COMMUNE DE BRAZZAVILLE

Les habitants de Ouenzé réclament le bilan de l'opération « Brazza 100 jours »

Réunis le 7 février à la maison commune de l'arrondissement, à l'occasion de la première descente des élus locaux de Ouenzé, les représentants des dix quartiers que compte cette entité administrative, ont exprimé plusieurs préoccupations parmi lesquelles le bilan de l'opération « Brazza cent jours : rendons le sourire à notre ville capitale », lancée le 11 mai 2019 par la mairie.

Lancée en grande pompe par le président du conseil municipal et départemental, maire de Brazzaville, Christian Roger Okemba, cette initiative ne semble pas donner une entière satisfaction. Arrivé à la tête de la mairie de Brazzaville en 2017, il avait fait de la réhabilitation du réseau routier de la capitale, considérablement dégradé, son cheval de bataille. Ainsi, «Brazza cent jours» visait, entre autres, à boucher les nids

« Nous leur avons dit qu'il s'agissait d'un échange citoyen, nous prenons les préoccupations et nous continuons notre travail, à savoir celui d'aller rendre compte au bureau du conseil qui rendra compte au niveau national. Parce que ce sont des questions d'ordre national »,



Les élus locaux de Ouenzé/Adiac

de poule sur les voiries urbaines de Brazzaville.

Répondant à cette préoccupation, le conseiller Michrist Kaba-Mboko a demandé aux habitants de Ouenzé de prendre leur mal en patience. « «Brazza cent jours : rendons le sourire à notre ville capitale» est une excellente initiative prise par le maire de Brazzaville, dès son arrivée. C'est un projet qui, semble-t-il, lui tenait à cœur. A priori, la semaine prochaine démarre une nouvelle session au cours

de laquelle nous avons prévu de faire le point sur les 100 jours », a-t-il déclaré.

Outre la réhabilitation des voiries urbaines, les participants ont interpellé les élus locaux sur d'autres initiatives prises par le conseil municipal et départemental, notamment la présence des chargeurs dans les arrêts de bus, le phénomène « bébés noirs » et l'interdiction des kiosques de transfert d'argent via téléphonie mobile. La reconstruction des maisons et l'indemnisation des

victimes du drame du 4 mars 2012 ont été aussi évoquées par les habitants du quartier 54. A cela, s'ajoutent le curage de la rivière Tsiémé, les difficultés liées à l'accès à l'eau potable et à l'électricité, les inondations dans certains quartiers, le manque de cimetière public à Brazzaville.

Les conseillers ont rappelé que la mairie avait pris en main la situation des chargeurs de bus. Selon eux, l'argent qui rentrait auparavant dans les poches des individus, notamment des chargeurs

avec la complicité de certains commissaires de police, est désormais perçu par des autorités municipales.

S'agissant de la situation du 4 mars 2012 et des bébés noirs, les conseillers ont estimé qu'il s'agit d'un problème national. « Nous leur avons dit qu'il s'agissait d'un échange citoyen, nous prenons les préoccupations et nous continuons notre travail, à savoir celui d'aller rendre compte au bureau du conseil qui rendra compte au niveau national. Parce que ce sont des questions d'ordre national », a dit Michrist Kaba-Mboko.

Notons que sur les cent onze conseillers locaux de Brazzaville, treize sont issus du cinquième arrondissement de Brazzaville et représentent plusieurs partis politiques. La délégation qui a échangé avec la base a été conduite par Guy Arsène Ngakosso.

Invité à cette rencontre, l'administrateur-maire de Ouenzé, Marcel Nganongo, s'est félicité de cette initiative. Il a, par ailleurs, apporté quelques éclairages sur certains points dont la situation du 4 mars 2012.

Parfait Wilfried Douniama



THE TONY ELEMELU
FOUNDATION

GAGNE \$5000 POUR LANCER TON PROJET

INSCRIPTION EN LIGNE
DU 1^{ER} JANVIER AU 1^{ER} MARS



Rendez-vous sur le site
tefconnect.com

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*TRAVAIL*Progrès

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL
DE LA FORMATION QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET PROFESSIONNEL DE BRAZZAVILLE

LYCEE TECHNIQUE COMMERCIAL 1ER MAI

DIRECTION

SURVEILLANT GENERALE "VAGUE A"

N° 044/150 /METPFQE-CAB-DGETP/DDETP-B/LTCM-D-SGA

NOTE DE SERVICE

(PORTANT EXCLUSION DE CERTAINS ELEVES AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020)

Conformément au Règlement Intérieur de l'Etablissement et en ses articles 19 interdisant d'enjamber le mur de l'établissement; 37 interdisant strictement de narguer ou tenir des propos injurieux aux autorités administratives et enseignants de l'établissement voire les agresser ou troubler l'ordre au sein de l'établissement et aux alentours; les élèves dont les noms et prénoms suivent sont définitivement exclus du Lycée Technique Commercial 1er Mai pour indiscipline notoire avec interdiction formelle de fréquenter les abords des établissements d'Enseignement Technique et Professionnel.

Il s'agit de :

N°	NOMS ET PRENOMS	CLASSE
1.	BAZOLO VINALDI LANDRESSE	PG2/D
2.	BASSIKA GODRECH	PG2/C
3.	KIRAMBERA ESPOIR	PG2/C
4.	BATALAMIO MEDA	PG2/C


Cette note de service prend effet à compter de sa date de signature et sera publiée partout où besoin sera.

AMPLIATIONS:

METPFQE1
IGETPFQE1
DGAS1
DGET1
DDETP-B1
ETABLISSEMENTS15
INTERESSES10
ARCHIVES31

Fait à Brazzaville, le 27 JAN. 2020

Le Prévisseur



Parfait Faustin BORO

Rites et traditions militaires à l'Académie Marien-Ngouabi

Le 2 octobre 1989, une trentaine de jeunes civils venus de milieux universitaires embarquent dans un bus à l'Ecole militaire général Leclerc en direction de l'Académie militaire Marien-Ngouabi située à 25 kilomètres au nord de Brazzaville. Ils arriveront à 19h30mn totalement épuisés. Alors que le portail de l'Académie était déjà en vue, le bus s'arrête. Un petit caporal-chef pénètre dans le bus et commence à gueuler. Les jeunes, d'abord surpris et réfractaires, se rendent vite compte de l'évidence : ici commence la vie du château, une série de plusieurs épreuves qui dureront trois mois. Ainsi commence pour eux une initiation qui, à la fin, leur donnera des outils et le langage ainsi que des réflexes indispensables à la vie de soldat.

Les traditions et les rites militaires sont constitués d'un ensemble d'épreuves, de langage, et de faits spéciaux qui ont pour but essentiel de former l'âme et l'esprit du soldat. Si la formation intellectuelle et technique leur permet d'acquérir le savoir indispensable à la maîtrise des armes et l'art du commandement, les traditions et les rites en constituent l'âme et l'esprit sans lesquels ils ne sont que des brutes, des rebelles ou de vulgaires terroristes disposant d'un pouvoir de destruction incontrôlable. Grâce au Bizutage (l'action qui consiste à faire subir des humiliations à un jeune élève qui arrive pour la première fois dans une grande école), les bleus ou cosaques vont passer par une purification afin de débarrasser du plomb qu'il traîne depuis la vie civile. Les souffres de la montagne de Mantessama et les coulées de la rivière Djiri, les boues de la mare aux canards ainsi que le couloir des mines ou encore le trou du diable, vont fortement agir sur sa conscience et lui donner le sens de sa vocation.

Le but du bizutage n'est pas de faire mal aux jeunes. Mais il s'agit de les transformer pour en faire de vrais soldats du devoir. C'est une étape fondamentale de la carrière militaire. Elle est constituée d'un ensemble d'épreuves physiques morales et psychiques destinées à forger l'homme nouveau qu'exige la condition militaire.

Hier civil, le jeune étudiant au portail de l'Académie militaire

est comme jadis le néophyte devant l'atrium au temple de Memphis ou d'Engeudi en Orient. Il doit prouver qu'il est capable de franchir le portail, car il possède le code qui ouvre la porte que doit lui faire découvrir l'ancien.

Dans ce village qui jamais ne dort, la vie est rythmée. C'est le réveil du matin avec l'appel de Diane et du soir ou appel de retraite avant d'aller au lit. Mais alors que vous avez à peine touché le bord du lit, un ancien débarque pour vous déloger, car il y a le rassemblement pour un dernier contrôle qui peut durer toute la nuit. C'est « la nuit Hibou ».

l'imitation des anciens que les jeunes puisent leur conviction et les forces morales de l'héroïsme et de la bravoure. La cohésion sans laquelle ils ne peuvent rien réaliser efficacement. L'éthique qui est l'ensemble des codes moraux qui règlent nos conduites. Pour qu'aucune action posée ne soit blâmable par autrui, elle doit être conforme à ces règles éthiques qui placent l'homme au centre et l'intérêt général au-dessus de tout. Ce sont des valeurs auxquelles ils croient et pour lesquelles les militaires sont prêts à donner leur vie. Il s'agit de l'honnêteté, du courage, de l'amour

armes, à l'art du commandement et à la préparation ainsi que la conduite des opérations de combat. Mais pour bien accomplir cette mission, le chef militaire doit posséder outre les aptitudes techniques et opérationnelles, des qualités morales et physiques indispensables pour affronter la vie de soldat.

Ce sont ces capacités morales et physiques qui le distinguent du civil. Ces aptitudes sont acquises lors de la formation initiale de l'officier à travers des épreuves d'aguerrissement, des traditions des jeux de rôles, des baptêmes et de transmission du flambeau

nous les trouvons dans une tradition bien comprise et c'est à la lumière de cette tradition que nous devons accueillir ou repousser, filtrer les nouveautés de notre époque ».

Il est de coutume à l'Académie de porter un petit nom de tradition. On puise alors ces noms dans notre histoire et notre cosmogonie comme « Okondji ya bira » qui signifie le chef de guerre, le général, « ancien ngoue » synonyme du guépard d'Afrique la panthère. Londa Tsanga, Mboundza o Bellet ancien guerrier des pays Mbochi ayant affronté l'armée française en 1912 prépare l'ancien de Mbirou en souvenir de la bataille de Mbirou dans la Sangha.

Parmi ces traditions, le Triomphe est le sommet de la gloire. Moment très attendu, le Triomphe est la consécration de plusieurs mois d'efforts. Ce jour, les anciens portent leur première étoile dorée du grade de sous-lieutenant. Quant aux jeunes que les anciens reconnaissent désormais comme leur dignes successeurs, ils reçoivent les commandes de l'école. Au cours d'une cérémonie très pathétique et mémorielle, le Père Système des anciens arrive solennellement devant les plus hautes autorités de la Nation et transmet le Glaive ou le Sabre, symbole de puissance et de commandement, au jeune à genou et le fait relever comme pour dire : désormais nous t'avons accepté. Cette cérémonie est la dernière pour l'ancien qui quitte définitivement l'école et passe le flambeau au nouveau Père Système, ou le Mfumu en langage congolais.

Cette cérémonie qui marque la fin de la formation académique et militaire des élèves officiers de l'Académie militaire est sublimée à travers puissettes figures et des rites tares complexes : Prise d'arme, éclatement, lecture de l'arrêté de nomination. Après le port des insignes de grade c'est réellement le triomphe et l'éclatement : le Dégagement.

**Le Mfumu,
Père Système
de la 3^e promotion**

(2) Colonel Ndongui Bellarmin conférence sur la tradition dans la formation à l'Académie militaire, Marien-Ngouabi, le 04 février 2020.

«C'est en participant à l'existence d'une collectivité qui conserve les gloires de son passé que le soldat trouve du sens à son action »

Ici, il faut savoir « droper les Djebels », c'est à dire préparer les jambes pour courir et courir encore même quand on a sommeil, il faut chanter.

Pour le colonel Ndongui Bellarmin, commandant en second de la Gendarmerie nationale congolaise, les traditions jouent cinq fonctions essentielles dans la construction au sein de la famille militaire. Il s'agit de l'identité culturelle : les militaires ne sont pas des civils et s'en distinguent par leur langage, leur uniforme, leur comportement, leur façon de saluer, de s'organiser et de vivre qui font d'eux des citoyens à part. La vocation : c'est dans l'observation et

de la patrie, du respect du serment, du drapeau et des autorités civiles, sans oublier le respect des chefs et des anciens. Enfin la mémoire collective. En effet, selon le colonel Ndongui, « les traditions sont le moule dans lequel se forgent l'identité d'appartenance à la corporation militaire et les forces morales de la vocation du métier militaire. Elles sont la vraie mémoire collective du vécu et de l'histoire des armées ».²

La formation d'un officier est une mission délicate. En effet, il s'agit de former des hommes et des femmes en leur inculquant une connaissance technique liée au maniement des

entre ancien et jeune.

La formation de l'officier doit forger en lui « l'esprit guerrier », qui donne aux soldats ce « supplément d'âme » nécessaire pour dominer l'adversaire, écrit le général Jean Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre française dans le dernier éditorial qu'il signe dans le numéro 43 de la lettre de l'armée de terre. C'est pourquoi un accent particulier est mis sur l'aguerrissement et les traditions. En effet, « c'est en participant à l'existence d'une collectivité qui conserve les gloires de son passé que le soldat trouve du sens à son action », ajoute-t-il.

À l'Académie militaire les traditions jouent un rôle fondamental. Elles sont issues de nos traditions et de l'histoire de notre pays. Ces traditions sont la mémoire qui permet de trouver un sens à nos actions. Il y a bien des peuples guerriers qui ont laissé des souvenirs dans notre conscience collective. Et c'est dans cette richesse mémorielle que nous puisons quelques fois la source de notre bravoure. Les traditions sont aux « sources de l'esprit guerrier ». Comme le dit si bien Gustave Thibon, cité par le général Bosser dans le même article : « Pour y voir clair, il faut s'élever au-dessus de son temps, c'est-à-dire s'attacher à quelques invariants qui nous permettent de distinguer et de choisir. Ces invariants,

Radisson **BLU**
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

RADISSON BLU

CHARMEZ VOTRE MOITIÉ POUR LA SAINT VALENTIN

DÎNER ROMANTIQUE ET COUPE DE CHAMPAGNE
30.000 XAF / PERSONNE

NUITÉE EN CHAMBRE STANDARD POUR 2 PERSONNES
100.000 XAF / NUITÉE (PETITS DÉJEUNERS INCLUS) *

SHOWCASE : NESTELIA FOREST
DRESS CODE : ROUGE & BLANC

BLU LOVE

* OFFRE SOUMISE À CONDITIONS

FEEL THE DIFFERENCE

radissonblu.com/hotel-congo



LE RESEAU DES SMARTPHONES

APPRÉCIEZ LA VITESSE 4G SUR VOTRE APPAREIL 3G

Pour 20 Gigas achetés à 35.000F,
recevez gratuitement
1 mini routeur 4G



MINI-ROUTEUR
OFFERT

4G
partout,
Tout le temps

Supporte
jusqu'à
10 appareils

*L'achat du forfait internet avec une nouvelle SIM couplée au mini routeur

CORONAVIRUS

Les États-Unis mènent une étude pour traiter la maladie

Plus de cinq cents morts, vingt-quatre mille trois cents personnes contaminées en Chine. Pour enrayer l'épidémie qui touche désormais vingt-quatre pays, de nombreuses pistes de traitement sont à l'étude, dont trois sont à un niveau avancé.

Washington va collaborer avec le laboratoire pharmaceutique américain, Regeneron, afin de développer un traitement contre le nouveau virus chinois, utilisant une classe de médicaments ayant servi contre Ebola. De multiples pistes sont à l'étude contre le nouveau coronavirus apparu en Chine, dont trois sont à un niveau avancé : un médicament anti-VIH (Kaletra) ; une combinaison utilisée contre le coronavirus Mers antiviral et immunothérapie - et un antiviral de l'Américain Gilead testé dans le passé contre Ebola. Le partenariat entre le gouvernement américain et Regeneron concerne un traitement à base d'anticorps monoclonaux. « *Mettre en place un partenariat public-privé, comme nous le faisons avec Regeneron depuis 2014, nous permet de réagir rapidement aux nouvelles menaces sanitaires mondiales* », a déclaré Rick Bright, du département de la Santé.

Les anticorps monoclonaux sont des copies créées en laboratoire d'un certain type d'anticorps. Ils représentent une forme d'immunothérapie. Ils se fixent à certaines protéines d'un virus, neutralisant sa capacité à infecter les cellules humaines. Un traitement à base de sucre super efficace. En janvier, des chercheurs suisses ont affirmé avoir trouvé une substance à base de glucose qui détruit les virus par simple contact. Cet antiviral pourrait s'avérer efficace contre les virus émergents pour lesquels il n'existe encore aucun vaccin. En attendant, d'autres équipes tentent de relancer des traitements existants pour combattre l'épidémie en cours.

Une molécule redoutablement efficace

« *Les molécules de sucre modifiées attirent les virus avant de les inactiver irréversiblement. En perturbant l'enveloppe externe d'un virus, elles détruisent les particules infectieuses par simple contact, au lieu d'uniquement bloquer la croissance virale* », a indiqué l'EPFL (L'École polytechnique fédérale de Lausanne) dans un communiqué.

Noël Ndong

Des étudiants africains lancent un SOS

Des étudiants et ressortissants sénégalais, camerounais, ivoiriens, guinéens et congolais demandent leur rapatriement.

Ils sont plusieurs milliers bloqués dans la ville fantôme de Wuhan depuis le déclenchement l'épidémie de coronavirus en 2019-nCov. Ils demandent leur rapatriement à leurs gouvernements. Contrairement au Maroc et à l'Algérie, aucun pays d'Afrique subsaharienne n'a procédé au rapatriement de ses ressortissants, qui multiplient des appels à l'aide sur les réseaux sociaux et dans les médias. Les étudiants africains se sentent abandonnés par leurs gouvernements. Par exemple, une douzaine d'étudiants sénégalais espéraient la mise en place d'un dispositif de rapatriement, mais ils ont vite déchanté. Leur gouvernement a décidé plutôt de leur octroyer une aide de 1 000 dollars chacun, pour subvenir à leurs besoins sur place. Ils vivent dans l'angoisse et le confinement. Le président Macky Sall trouve le coût du rapatriement élevé. « *Cela requiert une logistique tout à fait hors de portée du Sénégal, notamment des avions spéciaux et du personnel* », a-t-il déclaré à la presse.

Plus de trois cents ressortissants camerounais se trouvent dans la même situation dans la ville de Wuhan. Ils attendent d'être rapatriés. Leur démarche auprès de leur ambassade n'a toujours pas abouti. Ils adressent leur SOS directement au président Paul Biya. Certains ont épuisé leur réserves de nourriture. Le temps commence à être long. La Côte d'Ivoire a débloqué 25 millions de francs CFA pour venir en aide à ses étudiants bloqués en Chine, sans envisager le rapatriement sanitaire. C'est le cas également des étudiants guinéens.

N.Nd.

L'OMS multiplie les stratégies pour contrer l'épidémie

Dans la vision de faire naître une action internationale en riposte à l'épidémie du nouveau coronavirus, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), organise du 11 au 12 février à Genève, en Suisse, un forum international sur la recherche et l'innovation.

La rencontre va regrouper les scientifiques de premier plan, les organismes de santé publique, les ministres de la santé et les bailleurs de fonds.

L'objectif principal est de faire progresser les recherches qui mènent à des travaux essentiels dans les domaines de la santé animale et de la santé publique afin de créer les vaccins ainsi que les traitements et produits de diagnostic.

« *Il est essentiel de tirer parti des potentialités de la science afin d'endiguer cette flambée épidémique. Il y a des ques-*

tion avec le GloPID-R qui est un réseau mondial pour la recherche, œuvrant dans le cadre de la préparation des pays aux situations d'urgence causées par des maladies infectieuses.

Les participants aborderont plusieurs domaines de recherche, notamment l'identification de la source du virus et le partage d'échantillons biologiques et de séquences génétiques.

Selon le responsable de l'OMS, les participants, notamment les experts feront fond sur les travaux de recherche existants, plus précisément sur les coronavirus

sures efficaces est primordial pour endiguer la flambée, limiter le nombre de décès et minimiser les conséquences économiques », a souligné, le scientifique en chef de l'OMS, Soumya Swaminathan, en insistant sur le fait que cette rencontre de haut niveau devrait aboutir à l'élaboration d'un programme de recherche mondial sur le nouveau coronavirus qui définira les priorités et les cadres d'action, susceptibles d'orienter le choix des projets à entreprendre en premier lieu.

Par ailleurs, outre le programme qui va être élaboré, ce forum permettra aussi d'accélérer l'élaboration et l'évaluation des tests de diagnostic, de vaccins et de médicaments efficaces, tout en mettant au point des mécanismes qui offrent un accès abordable aux populations vulnérables.

« *Le schéma directeur de l'OMS sur la recherche et le développement est une stratégie mondiale et un dispositif de préparation. Il oriente l'élaboration coordonnée de médicaments et des vaccins en amont des épidémies et permet la mise en place rapide d'activités de recherche-développement. Il permet la distribution accélérée des produits de diagnostic et de technologies qui sauveront des vies humaines* », a conclu, le directeur exécutif chargé du programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire, Michael Ryan.

Rock Ngassakys

« Il est essentiel de tirer parti des potentialités de la science afin d'endiguer cette flambée épidémique.

Il y a des questions auxquelles nous devons répondre et des outils que nous devons développer aussi rapidement que possible. L'OMS joue un rôle de coordination important en rassemblant la communauté scientifique afin de déterminer les priorités de la recherche et d'accélérer les progrès »

tions auxquelles nous devons répondre et des outils que nous devons développer aussi rapidement que possible. L'OMS joue un rôle de coordination important en rassemblant la communauté scientifique afin de déterminer les priorités de la recherche et d'accélérer les progrès », a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en précisant que ce forum est organisé en collabora-

du SRAS et du MERS et ils détermineront les connaissances à acquérir ainsi que les priorités de la recherche. Ceci afin d'accélérer la diffusion d'informations scientifiques et des produits médicaux les plus nécessaires pour minimiser l'impact de la flambée de cette épidémie.

« *Comprendre la maladie, ses réservoirs, son mode de transmission et sa gravité clinique, puis élaborer des contre-me-*

SOMMET DE L'UA

Les ministres des Affaires étrangères en session exécutive

Deux jours avant l'ouverture officielle des travaux du 33^e sommet de l'Union africaine, les ministres des Affaires étrangères des pays-membres de l'organisation continentale ont organisé, le 7 février, une session du conseil exécutif pour examiner, en amont, les différents thèmes inscrits à l'ordre du jour.

Le principal thème est la sécurité. « *Faire taire les armes en 2020* » était l'objectif que l'Union africaine s'était fixé il y a sept ans. Le 6 février déjà, le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a lancé, dans son discours d'ouverture, un appel à la solidarité des pays africains notamment pour la crise au Sahel. Une autre personnalité africaine, sous couvert d'anonymat, a regretté qu'à part les pays directement concernés, seul le Rwanda ait donné un million de dollars au G5 Sahel.

La mise en œuvre progressive de la Zlecaf, la zone de libre-échange continentale africaine était également au cœur des échanges. « *Le président nigérien Mahamadou Issoufou fera le point sur l'état d'avancement, notamment le choix qui*

a été porté pour le Ghana d'abriter le Secrétariat général. Il s'agira aussi de savoir qui va animer le Secrétariat général, de sorte que progressivement, cette zone continentale de libre-échange se mette en place avec tous ses instruments », a précisé le chef de la diplomatie gabonaise, Alain-Claude Bilie-By-Nzé.

Sur ce, trois candidatures seraient d'ores et déjà présélectionnées, issues de l'Afrique du Sud, du Nigeria et de la République démocratique du Congo (RDC). La décision finale sera prise par les chefs d'État. En marge du sommet, une rencontre est prévue entre les présidents du Nigeria, du Bénin, du Niger et du Cameroun, sur la question de la fermeture des frontières.

Yvette Reine Nzaba

CENTRAFRIQUE

Faustin Archange Touadéra appelle à plus de fermeté contre les groupes armés

Lors d'une cérémonie commémorant le premier anniversaire de la signature de l'accord de paix de Khartoum le 6 janvier, le président centrafricain a appelé les garants internationaux à être plus fermes contre les groupes armés qui ne respectent pas les engagements de l'accord de paix de Khartoum signé il y a un an.

« Un an après, force est de constater que la période d'observation est dépassée. Est venu le moment de la fermeté pour que l'accord soit respecté », a déclaré jeudi le chef de l'Etat. Des représentants des quatorze groupes armés signataires de l'accord avec l'Etat étaient présents jeudi à la cérémonie à l'exception du Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), récemment impliqué dans des combats meurtriers à Bria, dans le sud-est. En revanche, le leader de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), Ali Darassa, avait fait le déplacement, alors qu'il ne s'était pas rendu à la signature de l'accord de paix.

Le président Touadéra a appelé l'Union africaine et la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), garantes de l'accord, à « clarifier » l'article 35 du texte qui prévoit des sanctions en cas de violations. A ce jour, la nature de ces sanctions n'a toujours pas été précisément définie. « Divers groupes armés continuent de commettre de graves exactions contre les civils, notamment des homicides et des violences sexuelles », a déploré l'Amnesty international dans un communiqué.

Devant la presse, Faustin Archange Touadéra a néanmoins dressé le bilan des avancées permises par cet accord, contesté par l'opposition et une partie de la société civile, qui n'a pas encore permis de ramener la paix dans ce pays ravagé par trois guerres civiles en moins de vingt ans. Probable candidat à sa réélection en décembre 2020, le président de la République a notamment mentionné « l'embellie économique », avec une croissance de 4,8% dans le pays en 2019 selon la Banque mondiale, et le retour « massif » des déplacés réfugiés dans les pays voisins. La Centrafrique est ravagée par la guerre civile depuis qu'une coalition de groupes armés a renversé le président François Bozizé en 2013. Depuis la signature, le 6 février 2019 de l'accord de Khartoum, les violences ont diminué mais les deux tiers du territoire échappent toujours au pouvoir central.

Yvette Reine Nzaba

2600 soldats seront recrutés en 2020

L'annonce a été faite par la ministre centrafricaine de la Défense et de la Restructuration de l'armée, Marie-Noëlle Koyara, au cours d'une conférence de presse.

Selon la ministre, le gouvernement centrafricain prévoit de recruter en 2020 un total de deux mille six cents soldats dans les Forces armées centrafricaines (Faca). L'objectif de ce recrutement est de disposer d'une armée comprenant d'ici 2023

quelque neuf mille huit cents hommes et femmes compétents. La ministre a tenu à préciser que la loi de programmation militaire centrafricaine prévoit un recrutement annuel de mille trois cents soldats entre 2019 et 2023. Selon elle, « Le pays a accusé un retard l'année dernière, c'est cette raison qui amène le gouvernement à multiplier par deux le nombre des recrues cette année ».

Dans le passé, de nombreux

jeunes avaient déjà été incorporés dans les rangs des Faca. Ils avaient été formés d'abord par la mission européenne (EUTM/RCA), puis par des instructeurs russes au maniement des armes fournies par la Russie. Aussitôt, les nouvelles recrues ont été immédiatement déployées sur le terrain où elles mènent des patrouilles conjointes avec les casques bleus de la Mission des Nations unies en Centrafrique.

Y.R.Nz.

LUTTE ANTI-TERRORISTE

Une nouvelle cellule de commandement installée au sahel

Pour converger les forces afin de repousser l'avancée djihadiste, une nouvelle structure de commandement sera installée à Niamey (Niger) à proximité du poste de commandement du fuseau centre de la force conjointe du G5 Sahel.

L'objectif est de renforcer la coordination entre la chaîne de commandement de la force Barkhane et celle des forces partenaires intervenant dans la zone des trois frontières où sévit l'Etat Islamique au Grand Sahara. L'opération Barkhane et la force du G5 sahel vont mutualiser leurs forces dans la lutte contre le terrorisme. S'il ne s'agit pas de fusion entre

elles, la hiérarchie militaire française précise que cette structure sera composée d'officiers des armées locales mais aussi d'officiers de Barkhane.

Selon le colonel Frédéric Barbry, porte-parole de l'état-major des armées françaises, cette nouvelle réorganisation permettra une meilleure coordination et synchronisera les actions au plus près du théâtre d'opérations. « Il n'y a pas de fusion dans les différentes chaînes de commandement : on reste bien sur une opération Barkhane, on reste bien sur la force conjointe du G5 Sahel. En revanche, il y a un besoin accru de coordination. Et c'est la création de cette cellule qui va per-

mettre d'accroître la réactivité, en cas d'attaques notamment ; qui va permettre d'accroître le partage d'informations qui devraient autoriser une meilleure efficacité sur le terrain, notamment dans la région des trois frontières contre l'Etat islamique au Grand Sahara », a-t-il précisé.

Cette nouvelle structure fait également partie des retombées du sommet de Pau en France. A l'issue de ce sommet, la France a déployé deux cent-vingt soldats dans la zone des trois frontières et après cinq cents autres. Les pays du sahel font face aux multiples attaques des groupes armés actifs dans la région.

Y.R.Nz.

IATA

HARIOM TRAVELS
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À **DUBAI**

Le monde est à vous

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
E-mail: salespnr@hariomtravels.net
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
E-mail: salesbzv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

BUROTEC

Un fournisseur unique pour votre bureau

hp
lenovo
ASUS APC acer
Canon
DELL

Agence Pointe-Noire
98, Blvd Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél. : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzv@burotec.biz / salesbzv@burotec.biz

www.burotec.biz

FRENCH VERSION:

“L’Ambassade des Etats-Unis à Brazzaville est à la recherche d’une entreprise qualifiée pour fournir les services de maintenance de ses piscines.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter le service des approvisionnements au plus tard vendredi 14 février 2020 à 15h00

Adresse email : BrazzavilleContracting@state.gov .

Veillez noter que tout courriel reçu après cette date / heure ne sera pas considéré.

Cordialement.

**ENGLISH VERSION:**

“The US Embassy in Congo Brazzaville is inviting any qualified company to submit its offer for this solicitation pool maintenance services. For more information on the solicitation package, feel free to contact the procurement office no later than Friday 14th, February 2020 à 15h00

At following address BrazzavilleContracting@state.gov .

Any email received after the date / time will not be considered.

Sincerely”

FRENCH VERSION:

“L’Ambassade des Etats-Unis à Brazzaville est à la recherche d’une entreprise qualifiée pour fournir les services d’expédition de ses valises diplomatiques du Congo vers les Etats-Unis. Pour toute information supplémentaire, prière de contacter le service des approvisionnements au plus tard Vendredi 14 Février 2020 à 15h00, à cette adresse email : BrazzavilleContracting@state.gov

Veillez noter que tout courriel reçu après cette date / heure ne sera pas considéré.

Cordialement.

**ENGLISH VERSION:**

“The US Embassy in Congo Brazzaville is inviting any qualified company to submit its offer for this solicitation on Diplomatic pouch / mail shipping services. For more information on the solicitation package, feel free to contact the procurement office no later than Friday 14th, February 2020 à 15h00, at following address BrazzavilleContracting@state.gov .

Any email received after the date / time will not be considered.

Sincerely”

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines

Chemises à rabat



Cartes de visite



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

NÉCROLOGIE

Donat Ellion Anicet, Grégoire Mazabata, Sannia Mazabata ont la profonde douleur d’annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils et frère, Herbet Bienvenu Mazabata, le 11 février 2020 à owando.

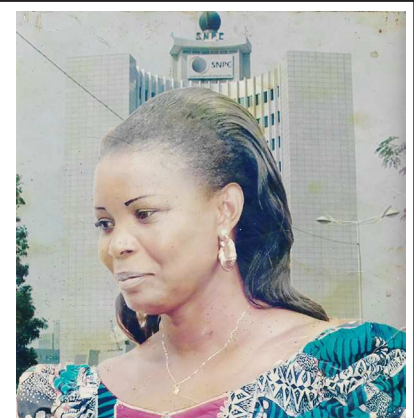
Le deuil se tient au n° 18 de la rue Fraternité, quartier Diata, au terminus Mwetli).

**IN MEMORIAM**

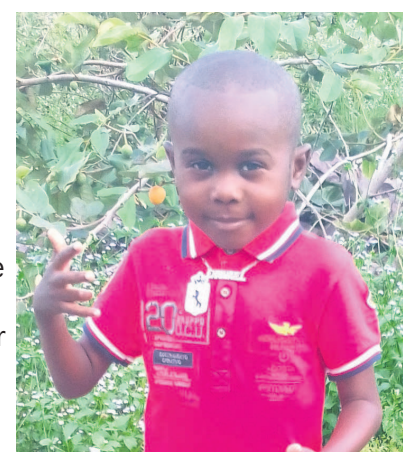
10 février 2015 – 10 février 2020

Cinq ans déjà qu’il a plu à l’Eternel de rappeler à lui notre sœur, mère et fille Aurelie Evélyne Bifouma.

Que tous ceux qui l’ont connue et aimée aient une pensée pieuse en sa mémoire. Evélyne, nous ne t’oublions pas. Repose en paix !

**REMERCIEMENTS**

Yannick Adzoka, les familles Adzoka et Ata remercient vivement les parents, amis et connaissances notamment, l’Amiral Bouagnabea, Dieudonné Yobo, tous les éléments de la Marine nationale, la 13e promotion de franchissement de Makola, les familles Ngampika et de la veuve Madeleine Imbako pour leur assistance pendant la dure épreuve de la disparition de leur enfant Emmanuel Martin Adzoka Imbako survenue le 28 janvier et inhumé le 6 février 2020, à Brazzaville. Qu’ils trouvent ici, l’expression de leur profonde reconnaissance.





AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

Pays : République du Congo

Nom du Projet : Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques

Numéro du Prêt/Crédit BIRD : 8851 - CG

Intitulé du Marché : Acquisition et installation du matériel et équipements informatiques

Référence DAO N : 034 PSTAT/UCP/DAO/2020

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Acquisition et installation du matériel et équipements informatiques ».

2. Le Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir du matériel et équipement informatique.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs - Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement version de juillet 2016, révisé en Novembre 2017 et Août 2018 de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du PSTAT, à l'email suivant pstatcongo@gmail.com et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouvertures des bureaux de 08 heures à 16 heures.

5. Le Dossier d'Appel d'offres en Français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de Cent mille (100.000) francs CFA. La

méthode de paiement sera en espèce ou par virement bancaire.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 10 mars 2020 à 12 heures 00 (heure locale). La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse et numéro mentionnée ci-dessous le 10 mars 2020 à 12 heures 30 minutes (heure locale).

7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre, pour un montant d'un million (1.000.000) de francs CFA.

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres ».

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques

A l'attention du coordonnateur du

Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques

Unité de Coordination du Projet, à Brazzaville, derrière l'ambassade des États-Unis d'Amérique au Congo, bloc 1, parcelle 70/59 bis, arrondissement 2 Baongo tél : +242 22 613 31 08

pstatcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 10 février 2020

Le Coordonnateur

Patrick Valery ALAKOUA



MINISTRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET LA COMPETITIVITE (P 161590-PADEC)
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 002/MPSIR/2020/UGP PADEC



RECRUTEMENT DU CONSULTANT CHARGE D'ELABORER UN GUIDE D'AUDIT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DES MPME ET DE RENFORCER LES CAPACITES DES SPECIALISTES EN SAUVEGARDES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PADEC

I-Contexte

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale un crédit pour financer le Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité (PADEC) qui vise entre autres objectifs, la mise en œuvre de l'axe diversification de l'économie envisagé dans le Plan National de Développement (PND).

A cet effet, l'Unité de Gestion du PADEC a l'intention d'utiliser une partie du financement pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : Consultant chargé d'élaborer un guide d'audit environnemental et Social des MPME et de renforcer les capacités des spécialistes en sauvegardes dans le cadre de la mise en œuvre du PADEC.

II-Tâches et Responsabilités

Sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet, le Consultant sera chargé entre autres de :

- Sélectionner, avec l'appui de l'UGP, des entreprises existantes devant faire l'objet de l'audit environnemental et social, dans les quatre (4) secteurs ciblés par le PADEC;
- Élaborer une fiche d'évaluation du Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) dans une MPME;
- Réaliser une évaluation du SGES mis en place dans les entreprises identifiées afin de s'assurer de la prise en compte de la dimension environnementale et sociale;

- Proposer un modèle type de SGES à mettre en place au sein des entreprises identifiées, si inexistant;
- Établir un canevas de rapport sur l'audit environnemental et social;
- Élaborer un modèle de plan type de mise en conformité (ou plan d'action correctif) issu de l'évaluation simplifiée;
- Travailler avec les spécialistes en sauvegarde du PADEC sur un cas pratique dans chaque secteur d'activité ciblé par le PADEC, dans le cadre du renforcement de leurs capacités;
- Définir le modus operandi sur la conduite de l'audit dans chaque secteur d'activité;
- Élaborer une fiche modèle de plan de surveillance et de suivi environnemental et social d'une PME.

III-Qualifications requises

La présente mission sera réalisée par un Consultant individuel ayant :

- au moins un diplôme de niveau master (Bac + 5) dans le domaine des sciences de l'environnement ou tout autre domaine jugé pertinent.
- une expérience avérée d'au moins cinq (5) ans dans le domaine d'évaluation environnementale et sociale.
- une expérience avérée d'au moins trois (3) ans dans le renforcement des capacités des praticiens en sauvegardes environnementale et sociale.
- Justifier d'au moins trois (3) missions dans la conduite des audits sur la gestion environnementale et sociale, de préférence pour des projets financés par la Banque mondiale.

IV-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience, doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 25 février 2020 à 16H00, heure locale avec la mention : « Avis de recrutement du Consultant chargé d'élaborer un Guide d'Audit Environnemental et Social des MPME et de Renforcer les Capacités des Spécialistes en Sauvegardes dans le cadre de la mise en œuvre du PADEC ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PADEC
12, Rue Duplex / Quartier Blanche Gomez
Tél. (242) 22 613 18 38 / 06 931 00 10 / 06 670 74 79
E-mail : padec2019@gmail.com
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 04 Février 2020
Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

RIPOSTE CONTRE LE CORONAVIRUS

L'OMS renforce la lutte dans les pays africains

La région africaine de l'Organisation mondiale (OMS) de la santé n'a enregistré jusqu'aujourd'hui aucun cas de coronavirus. Toutefois, l'OMS se sent dans l'obligation de renforcer le système de santé dans ces pays pour faire face à une éventuelle contamination.

L'OMS, souligne un communiqué de presse du Bureau régional, renforce son soutien aux pays pour la détection et la prise en charge des cas suspects et pour assurer une réponse efficace si un premier cas venait à être détecté. Elle a identifié treize pays prioritaires dans la région, qui, en raison de leurs liens directs ou du volume important de voyages vers la Chine, doivent être particulièrement vigilants à l'égard du nouveau coronavirus. L'Organisation reconnaît que le continent africain a des liens étroits avec la Chine qui se trouve à l'épicentre de l'épidémie, et elle estime que le nCoV-2019 représente un risque élevé pour la région africaine.

Etant donné qu'il s'agit d'un nouveau virus, jusqu'au début de cette semaine, seuls deux laboratoires dont l'un au Sénégal et l'autre en Afrique du

Sud disposaient des réactifs nécessaires pour tester les échantillons et ils ont servi de laboratoires de référence pour les pays de la région. Quatre autres pays, à savoir le Ghana, Madagascar, le Nigéria et la Sierra Leone ont désormais indiqué qu'ils pouvaient également effectuer des tests. L'OMS envoie des kits à vingt-

jours un défi et la plupart des laboratoires en Afrique ne disposent pas du matériel essentiel dont ils ont besoin pour effectuer des tests sur un nouvel agent pathogène », a déclaré Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, soulignant que l'OMS travaille avec les pays pour augmenter rapidement

L'OMS collabore avec les partenaires pour soutenir la préparation dans des domaines-clés, notamment la sensibilisation des communautés et l'augmentation des capacités de traitement en cas de besoin. De nombreux pays s'appuient sur l'expertise qu'ils ont acquise dans le cadre de la préparation à une pandémie

se préparer à d'éventuels cas d'Ebola. Ces efforts, qui ont permis de renforcer les capacités de surveillance et de traitement des cas infectieux, peuvent également contribuer à la lutte contre le nouveau coronavirus.

Des précautions à observer Pour se protéger contre le nouveau virus, l'OMS recommande une bonne hygiène des mains et des voies respiratoires, et des pratiques alimentaires saines. Il s'agit notamment de se laver les mains à l'eau et au savon ou de se frotter les mains avec un désinfectant à base d'alcool, de se couvrir la bouche et le nez avec un mouchoir ou sa manche lorsqu'on tousse ou éternue, d'éviter tout contact étroit avec une personne présentant des symptômes de grippe, de bien cuire les aliments, en particulier la viande.

Blandine Lusimana

« Un nouveau virus est toujours un défi et la plupart des laboratoires en Afrique ne disposent pas du matériel essentiel dont ils ont besoin pour effectuer des tests sur un nouvel agent pathogène »

neuf laboratoires de la région, ce qui leur permettra de disposer d'une capacité de diagnostic du nouveau coronavirus et de pouvoir également tester des échantillons provenant des pays voisins.

« Un nouveau virus est tou-

jours un défi et la plupart des laboratoires en Afrique ne disposent pas du matériel essentiel dont ils ont besoin pour effectuer des tests sur un nouvel agent pathogène », a déclaré Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, soulignant que l'OMS travaille avec les pays pour augmenter rapidement

la capacité de diagnostic du nCoV-2019. Il est essentiel que les pays de la région puissent détecter et traiter les cas graves au stade précoce, afin d'éviter une épidémie généralisée qui pourrait submerger les systèmes de santé fragiles.

de grippe, car les coronavirus provoquent des maladies similaires à la grippe. En outre, depuis le début de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo en 2018, l'OMS et les partenaires ont aidé les pays à haut risque à

LUTTE CONTRE EBOLA

Remise au ministère de la Santé du centre des survivants à l'épidémie

Le centre facilitera l'accès au traitement des survivants de Mambasa qui jadis se rendaient à Beni, à Komanda ou à Bunia pour des soins appropriés.

Le Dr Richard Kitenge, représentant le ministère de la Santé à Mambasa en Ituri, a réceptionné ce centre, le mercredi 5 février, de l'Organisation mondiale de la santé représentée pour la circonstance par son coordonnateur terrain, le Dr John Otshudiema.

Le centre des survivants à Ebola à Mombasa fait partie du Programme de prise en charge et de suivi des personnes guéries d'Ebola

dans la région du Nord et du Sud-Kivu et de l'Ituri, qui existe en RDC depuis la neuvième épidémie à Bikoro dans la province de l'Equateur en 2018. Il est coordonné par le Dr Richard Kitenge, expert en prise en charge médicale

de la maladie à virus Ebola (MVE).

Le Dr Richard a fait savoir que ce programme a été mis en place par le ministère de la Santé afin de répondre aux besoins médicaux et psychosociaux des vainqueurs de la

MVE et aux questions sur les séquelles de la MVE, la réactivation du virus, le réservoir du virus et s'occupe aussi des contacts des vainqueurs.

Evolution de la situation épidémiologique

Le bulletin quotidien de la situation épidémiologique indique que, depuis le début de l'épidémie le 1^{er} août 2018, le cumul des cas est de trois mille quatre cent trente, dont trois mille trois cent sept confirmés et cent vingt-trois probables. Au total, il y a eu deux mille deux cent cinquante et un décès. Parmi ces décès, il y a deux mille cent vingt-huit cas confirmés et cent vingt-trois probables. Le nombre des personnes guéries est de mille cent soixante-quatre. S'agissant de la vaccination, plus de dix mille personnes ont été vaccinées, jusqu'au 3 février 2020, avec le second vaccin Ad26.ZEBOV/MVA-BN-Filo (Johnson&Johnson) dans les deux aires de santé de Karisimbi à Goma. Depuis le début de la vaccination le 8 août 2018 avec le vaccin rVSV-ZEBOV, deux cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent vingt-sept personnes ont été vaccinées.

Blandine Lusimana

Le centre des survivants à Ebola à Mombasa fait partie du Programme de prise en charge et de suivi des personnes guéries d'Ebola



La clinique des survivants à Ebola

LITTÉRATURE

« Le diagnostic du monde », septième ouvrage d'Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah

Parue aux Editions +, la pièce de théâtre « Le diagnostic du monde » brosse le tableau apocalyptique d'un monde en perdition. Dans cet entretien qu'il a accordé aux Dépêches de Brazzaville, l'auteur parle de son œuvre qui amène le monde à plus d'humanisme. L'ouvrage a été préfacé par Pierre Tsemou, écrivain et critique littéraire.

Les Dépêches de Brazzaville : Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah, « Le diagnostic du monde », vaste programme pour une pièce de théâtre, ce n'est pas osé de votre part ?

YWLM : Voyez -vous, le monde s'effondre. Tout va dessus-dessous. Le monde est en putréfaction. À travers mes différents périple que j'effectue de par le monde, je réalise qu'il y a des problèmes dans ce monde. Le monde souffre d'une cécité morale. Les voleurs, les violeurs, les brigands sont couronnés de distinctions alors que les méritants sont relégués au second

plan, sinon au dernier plan. Tout va mal, il n'y a qu'à suivre les médias pour s'en rendre compte qu'il y a tant de catastrophes, de calamités, d'atrocités, d'actes immoraux partout : Tsunami, épidémies de coronavirus et d'ébola, séismes, tremblements de terre, grèves, guerres, conflits, misère, inondations, injustice, sadisme, corruption, mensonge, etc. Aucun pays n'est épargné dans ce tableau noir. Voilà pourquoi j'ai fait ce diagnostic accablant. J'interpelle donc le monde à une prise de conscience.

LDB : Au-delà de ce tableau peu reluisant, que peut-on retenir de cette pièce de théâtre ?

YWLM : Dans cette pièce de théâtre, le personnage principal est Homo Sapiens qui débarque de Nament, une planète lointaine pas encore connue des scientifiques parce que fruit de l'imaginaire littéraire de l'auteur. Homo Sapiens a la mission d'explorer la terre. De son constat, il s'avère que celle-ci est en état de putréfaction. Que faire alors ?

LDB : Que suggérez-vous donc comme thérapie pour guérir le monde malade ?

YWLM : En médecine, on dit que lorsqu'une maladie est bien diagnostiquée, c'est déjà une voie vers la guérison. Ainsi, au-delà du diagnostic, je propose une thérapie mais la vraie thérapie est celle que font le lecteur et le public en suivant la représentation théâtrale. Il se reconnaît comme bourreau

et victime dans cette pièce. À travers la lecture, il y a un déclic qui va être proposé dans la tête du lecteur et aussi du spectateur. En son temps, Molière disait la comédie corrige les mœurs en riant. Nous n'en voulons pour exemple les pièces comme l'Avare, Le malade imaginaire, Le bourgeois gentilhomme, Médecin malgré lui. On s'identifie au personnage qui est dans la pièce en se demandant si ce personnage n'est pas moi. De cet examen de conscience, on tente de dénoncer les antivaleurs, les vices et de faire son auto-critique pour parvenir à un monde meilleur.

LDB : Pour conclure ?

YWLM : J'invite les lecteurs à se procurer le livre, à le partager et à discuter des différents thèmes et problématiques qu'il



pose. Cela va nous pousser à bâtir un nouveau monde, une nouvelle cité, plus égalitaire, juste et idéal où il fait bon vivre. Cette cité, c'est Nament.

Propos recueillis par Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

Communautés urbaines : l'insalubrité des parcelles inhabitées dérange !

L'inquiétude que soulève notre humeur est que les propriétaires de ces parcelles ne sont pas inquiétés par une quelconque mesure de persuasion ou de dissuasion les poussant à rendre leurs parcelles propres. Et pourtant les propriétaires de ces parcelles, même s'ils vivent hors de ces villes, sont connus des responsables et autorités des communautés urbaines. Ces parcelles insalubres sont dans des quartiers gérés par des chefs qui sont appelés à rendre compte à leurs chefs hiérarchiques qui ne sont autres que des autorités centrales de ces communautés urbaines.

Aucune communauté urbaine n'échappe à cette attitude blâmable des propriétaires de parcelles insalubres non habitées. De la Likouala au nord du pays jusqu'au Kouilou dans la partie sud, le constat est le même. Dans ces parcelles poussent des herbes et des arbustes. Ce sont de véritables petites brousses au milieu de nos villes. Ce qui est encore plus grave, ce sont, soi-disant, des ressortissants de ces communautés urbaines qui brillent par ce comportement bizarre. Ils vivent dans des grandes villes ou dans des villes en plein exercice que sont les chefs-lieux des départements, et repartent s'octroyer des parcelles au niveau de leur terroir pour les abandonner par la suite dans un état pitoyable. Et ce sont des administrateurs-maires qui sont indexés à cause de l'insalubrité dans la ville.

Cette réalité, reconnaissent de nombreux habitants de ces communautés urbaines, est une épine sous le pied des gestionnaires de ces cités. A peine quelques jours, les grincements de dents et lamentations venant des habitants d'une sous-préfecture, localité où est située une communauté urbaine que nous taisons le nom, qui ont du mal à comprendre pourquoi les propriétaires de ces espaces ne sont pas interpellés nommément afin qu'ils s'expliquent sur leur comportement étant donné que ces villes sont administrées ?

Ces herbes ne poussent non pas seulement à l'intérieur de ces parcelles, mais elles débordent et envahissent des rues et des avenues. Comme ces endroits ne sont pas éclairés la nuit, ils sont des refuges des malfrats, surtout avec les phénomènes « bébés noirs » et « koulouna » qui continuent de déranger les Congolais. Ces propriétaires, on les voit parfois revenir faire un semblant d'assainissement motivé par la quête des voix lors de certains scrutins locaux. Ces parcelles portent souvent des inscriptions portant des marques d'intimidations du genre : « Parcelle appartenant à la famille P, « Terrains occupés par messieurs Z et V ». Peut-être pour ne pas qu'elles soient occupées ou vendues.

Et pourtant ces fameux propriétaires savent pertinemment que plus la ville est dans les herbes, plus elle attire des reptiles, insectes, cafards, etc. Acquérir une parcelle dans une communauté urbaine n'est pas une mauvaise chose. Mais il faut l'entretenir pour rendre la localité belle. Le constat étant là, il revient aux autorités des communautés urbaines de multiplier des stratégies pour arrêter ce genre de comportement.

Faustin Akono

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Belgique, 11^e journée, 2^e division

Pas de vainqueur entre Roulers et le Beerschot (1-1). Titulaire et averti, Yohan Andzouana a été remplacé à la 92^e, tandis que Prince Ibara a joué toute la rencontre. Dylan Saint-Louis, lui, était absent, et ce pour le troisième match consécutif.

Au classement provisoire, Wilrijk est premier avec 17 points et Roulers est septième avec 12 points.

France, 21^e journée, 3^e division

Dunkerque conserve la tête du championnat en s'imposant à Toulon (1-0). Titulaire, Randi Goteni a joué l'intégralité du match.

Cédric Odzoumo et Bastia-Borgo chutent lourdement au Puy (0-3). Les Corses ne comptent qu'un point d'avance sur la zone rouge.

Pays-Bas, 25^e journée, 2^e division

Succès pour David Sambissa, titulaire, et Cambuur face au MVV (2-1). Cambuur conserve la première place du classement.

Turquie, 21^e journée, 1^{re} division

Défaite du Yeni Malatyaspor face à Ankaragücü (0-1). Thievy Bifouma était titulaire face à son ancien club.

Ligue 2, 24^e journée

Le derby normand aura tenu ses promesses entre Le Havre, dominateur, et Caen, sauvé par le but de Prince Oniangué en toute fin de match (1-1). Pour Fernand Mayembo, titulaire, et ses coéquipiers, tout s'est bien déroulé pendant une heure : ouverture du score, sur penalty, à la 33^e, puis expulsion du Caennais Yago à la 52^e.

Mais au lieu d'enfoncer le clou, Les Havrais, privé de Kadewere, blessé, et sans Dzabana, sur le banc, se retrouvent aussi à dix à la 69^e (Ersoy) et voit Prince Oniangué, plutôt effacé par ailleurs, égaliser à la 89^e : sur une longue touche, Tchokounté bat Mayembo dans les airs et remet pour l'ancien capitaine des Diables rouges dont la reprise du plat du pied fait mouche. Son 3^e but de la saison, et, derby oblige, le plus important.



Prince Oniangué célèbre son but égalisateur dans le derby breton (twitter)

Herman Moussaki et Kélian Nsona sont restés sur le banc tandis que Durel Avounou reste en marge du groupe.

Au classement, Le Havre est 6^e à 3 longueurs de Troyes, alors que Caen stagne en deuxième partie de tableau (13^e avec 27 points).

L'Estac et Warren Tchimbembé, titulaire, ont ainsi disposé de Châteauroux et restent dans la course aux play-offs (5^e avec 41 points). Eden Massouema, apte, n'était pas retenu pour cette rencontre.

Sans Bevic Moussiti Oko (ischio), Le Mans chute à Sochaux (0-1). Et sombre au classement (18^e avec 21 points). A l'inverse, Niort remporte une victoire importante face à la lanterne rouge orléanaise (2-0). Et sort de la zone rouge (17^e avec 22 points). L'équipe entraînée par Franck Passi était privée de son fils Bryan, sorti sur blessure lors de la précédente journée.

Ryan Bidounga n'est pas entré en jeu lors du match nul entre Rodez et Nancy (1-1). Mons Bassouamina est toujours à l'infirmerie.

Les Lorrains sont 8^e avec 33 points.

Morgan Poaty n'était pas retenu, ce samedi, pour le derby breton entre Guingamp et Lorient.

Lundi soir, Grenoble se rendra à Lens. Yves Pambou, non convoqué lors des trois derniers matches, sera-t-il du voyage ?

Camille Delourme

2^e ÉDITION KAMBA'S AWARDS

« Grave erreur 2 », le film le plus primé

Organisée le 7 février à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, la deuxième édition des Kamba's Awards a gratifié une dizaine d'artistes pour leur travail remarquable. « Grave erreur 2 » arrive en tête des distinctions décernées lors de cette soirée du cinéma congolais.

C'est dans une ambiance électrique et face à un public chaud que la deuxième édition des Kamba's Awards, ayant pour thème « Le cinéma à l'ère du numérique » a vécu avec éclat. Au total, douze catégories étaient en compétition face auxquelles « Grave erreur 2 » a taillé la part du lion.

Sorti en avant-première le 7 décembre 2019 à Pointe-Noire, « Grave erreur 2 » est une réalisation de Richi Mbebele qui fait suite à sa première version sortie en 2016. Lors de la soirée des Kamba's Awards, le film a remporté, lui seul, six prix : meilleur acteur premier rôle (Michael Thamsy), meilleure actrice premier rôle (Imelda Maboueki), meilleur acteur second rôle (Richi Mbebele), meilleure actrice second rôle (Amanda Baye), meilleur réalisateur (Richi Mbebele) et meilleur scénario (Grave erreur 2).

« Après le succès de Grave erreur 1, plusieurs personnes m'ont sollicité pour faire une suite de ce film. Heureux que le résultat soit autant plébiscité et pour moi tous ces prix sont une récompense du cinéma congolais. Merci au public qui nous accompagne depuis nos premiers pas dans cet univers artistique et nous souhaitons bon vent aux Kamba's qui participent à rehausser le secteur cinématographique au Congo », a déclaré Richi Mbebele.

Les autres lauréats

S'agissant des autres catégories, le prix de la révélation féminine a été remporté par Doria Lembe et celui de la révélation masculine est revenu à Hermann Kimpo. Dans la catégorie film, « Diboulou » d'Albe Diaho, « La dernière crise » de Queen'c Matt et « Une pour tous » de Michael Gandoh ont remportés respectivement les prix du meilleur long-métrage, court-métrage et documentaire.

Le jury a reconnu que la tâche n'était pas du tout facile pour parvenir à ces conclusions. « *Il nous a fallu être objectif et professionnel. En effet, le but n'est pas tout simplement de faire plaisir aux cinéastes et à leurs fans mais plutôt de récompenser le meilleur des meilleurs pour rendre encore plus compétitives les productions cinématographiques congolaises, à l'échelle nationale et internationale* », a souligné Fortuné Batéza, président du jury.

Initiés pour valoriser le septième art au Congo, Les Kamba's Awards sont une initiative du ministère de la Culture et des Arts en partenariat avec l'IFC et Rwandair. Cette année, le Rwanda a été le pays à l'honneur à travers Joël Karekezi, Etalon d'or au Festival panafricain du cinéma



Doria Lembe, révélation féminine aux Kamba's Awards 2020, face à la presse/Adiac

et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) en 2019 pour son film « La miséricorde de la jungle ».

Notons que l'événement doit son nom à Sébastien Kamba, l'un des premiers cinéastes congolais après les indépendances. Aujourd'hui à la retraite, il a réalisé plusieurs films de qualité par-

mi lesquels La rançon d'une alliance, Le corps et l'esprit, Kaka yo. Actuellement à Paris pour une collaboration, le doyen du cinéma congolais était absent lors de cette cérémonie ayant connu la participation de quelques ambassadeurs accrédités au Congo, des autorités publiques et plusieurs acteurs culturels.

Jean-Michel Tchissoukou, prix d'honneur des Kamba's Awards 2020

Marque de reconnaissance aux cinéastes et réalisateurs ayant fait le beau temps du cinéma congolais après les indépendances, le prix d'honneur de la deuxième édition des Kamba's Awards a été décerné à Jean-Michel Tchissoukou (né en 1942 à Pointe-Noire et mort en 1997 à Brazzaville). Pour Claver Lembouka, directeur de la cinématographie et initiateur des Kamba's, ce prix vise à faire de cet homme l'un des pionniers du cinéma congolais, un patrimoine national, de génération en génération.

De retour au Congo, après des études de cinéma à Paris, Jean-Michel Tchissoukou a travaillé pendant dix ans pour la chaîne de télévision nationale. En 1970, il réalise son premier film, un moyen métrage, Illusions. Le réalisateur congolais passe au long métrage en 1979 avec « La Chapelle », un film humoristique qui décrit les tensions, dans les années 1930, entre les religions africaines précoloniales et l'Église catholique. Le film remporte le Prix de l'authenticité au Fespaco 1981, au Burkina Faso. M'Pongo (Les Lutteurs), sorti en 1982, a été son deuxième long-métrage.

Merveille Atipo

RÉFLEXION

L'Union africaine au seuil de la réforme

Avant même que s'achève, à Addis-Abeba, le trente-troisième Sommet des Etats membres de l'Union africaine, il est clair que l'épineux dossier de la Libye ouvre la voie à une réforme en profondeur de cette institution. En faisant apparaître de façon crue l'incapacité de cette communauté régionale, qui compte parmi les plus vastes et les plus peuplées du monde, à coordonner ses moyens pour intervenir efficacement dans la recherche d'une solution pacifique à la crise qui dévaste le Sahel il a ouvert, en effet, les yeux et les oreilles de ses dirigeants.

Ou, plus exactement, il a démontré que le Comité de haut niveau créé au sein de l'Union africaine pour aider la Libye à sortir de l'ornière dans laquelle le pays s'est trouvé plongé du fait de l'assassinat, il y a neuf

ans, de Mouammar Kadhafi explore en réalité la seule voie qui permettra de résoudre ce problème éminemment stratégique. Face à des puissances extérieures au continent qui ne défendent que leurs intérêts, recourent à des moyens inacceptables pour s'imposer dans le débat, facilitent par leur vision égoïste de cette crise les trafics en tous genres qui prolifèrent dans cette partie du continent, l'Union africaine comprend enfin qu'elle doit s'unir si elle veut que la paix l'emporte sur la violence. Elle fait donc siennes les recommandations du Comité qu'elle a créé mais que, jusqu'à présent, elle n'appuyait pas suffisamment.

Rappelons, avant d'aller plus loin, que dans cette affaire et depuis le début le Congo joue un rôle essentiel puisque c'est sa plus haute autorité, le président

Denis Sassou N'Guesso, qui plaide pour la recherche d'une solution pacifique. Au péril de sa vie, comme nous l'avons écrit à plusieurs reprises ces derniers temps lorsqu'il se rendit à Tripoli en 2010 pour convaincre le « Guide » libyen Mouammar Kadhafi sinon de se retirer de la vie politique du moins d'engager un dialogue sérieux avec ceux qui rêvaient de le remplacer au sommet de l'Etat, pour convaincre aussi ceux qui rêvaient de l'assassiner qu'un tel acte provoquerait une crise de grande ampleur.

L'Histoire et sans doute aussi la justice française se chargeront de dire un jour pourquoi précisément ces appels à la raison n'ont pas été entendus alors même qu'ils auraient permis d'éviter le drame que nous vivons dans le moment présent. Mais, en attendant, il devient clair que

l'Afrique dans son ensemble prend la juste mesure du défi auquel elle se trouve aujourd'hui confrontée. Et c'est bien ce qui se passe actuellement dans les coulisses, à la tribune, dans les tête-à-tête d'hommes d'Etat du Sommet d'Addis-Abeba où les propositions énoncées récemment à Berlin puis à Brazzaville ne sont plus perçues comme des idées vagues, théoriques, illusoire mais ouvrent la voie à une sortie fiable de la crise libyenne.

Ajoutons pour faire bonne mesure que ces réflexions au sommet des Etats déboucheront sans aucun doute sur la mise au point d'un système de prévention et de gestion des crises qui changera la donne de façon radicale sur la scène internationale en donnant à la voix de l'Afrique la force qu'elle n'avait pas jusqu'à présent.

Jean-Paul Pigasse